



Rien qu'en 2017, chaque travailleur a subi une perte de salaire de 1764 € en raison de la cupidité des actionnaires

Bruxelles, le 27 février 2018

Selon les calculs de la Confédération européenne des syndicats (CES), si la part des salaires dans le PIB avait été la même que celle du début des années 1990, les travailleurs de l'UE auraient en moyenne gagné 1764 € de plus rien qu'en 2017 !

La part des salaires dans le PIB est en déclin depuis le milieu des années 1970. Les salaires comptaient pour 72% du PIB de l'UE en 1975 et est tombé à moins de 63% en 2017.

En calculant l'évolution des salaires sur base d'une part salariale fixée à un niveau très modéré de 66% du PIB (soit le niveau atteint dans l'UE au début des années 1990), on obtient un complément de salaire moyen de 1764 € qui aurait pu bénéficier à tous les travailleurs de l'UE.

Le chiffre correspondant pour des pays individuels est respectivement de 4107 € pour la République tchèque, 2777 € pour la Pologne, 2169 € pour l'Allemagne, 2806 € pour l'Espagne, 3354 € pour l'Italie, 2122 € pour la Hongrie et 1890 € pour le Portugal.

La CES n'a pas calculé le montant total des salaires ainsi perdus depuis le début des années 1990 mais ce chiffre serait manifestement considérable.

« C'est du vol pur et simple », estime Esther Lynch, Secrétaire confédérale de la CES. « Les riches deviennent encore plus riches aux frais des personnes qui dépendent de leur salaire pour vivre. Les entreprises gardent une part plus importante de leurs bénéfices au

détriment des salaires. Ce ne serait pas si grave si ces bénéfices étaient réinvestis dans l'entreprise et la formation des travailleurs mais on constate que la part des investissements dans le PIB a également diminué. »

« Les syndicats auraient toutes les raisons d'exiger une augmentation salariale supplémentaire pour compenser la perte d'une juste partie de la richesse que les travailleurs ont contribué à produire. Des questions se poseront certainement quant à la part salariale dans différents secteurs ainsi que dans des entreprises individuelles. »

« L'Europe a besoin d'augmentations de salaire pour réduire les inégalités et stimuler la croissance économique. Alors que les riches placent leur argent en banque, les travailleurs dépensent le leur en biens et services qui bénéficient aux entreprises et crée des emplois. »

« Les responsables politiques et les économistes s'inquiètent souvent des coûts salariaux mais, depuis au moins 25 ans, le vrai problème porte sur les coûts du capital : le montant versé aux actionnaires. La réponse à cette situation est de relancer la négociation collective en faveur de salaires plus justes. »



Salaires ajustés en pourcentage du PIB (aux coûts des facteurs) – source : base de données Ameco

Pays	Part des salaires dans le PIB, 2017	Augmentation salariale moyenne pour travailleurs à temps plein et partiel en 2017 si les salaires représentaient 66% du PIB (comme au début des années 1990 dans toute l'UE)
UE	62,9%	1764 €
République tchèque	53,5%	4107 €
Pologne	54,7%	2777 €
Allemagne	62,7%	2169 €
Espagne	60,7%	2806 €
Italie	60,5%	3354 €
Hongrie	56,8%	2122 €
Portugal	60,5%	1890 €

La CES est la voix des travailleurs et représente 45 millions de membres de 89 organisations syndicales nationales réparties dans 39 pays européens ainsi que dix fédérations syndicales européennes. La CES est aussi sur [Facebook](#), [Twitter](#), [YouTube](#) et [Flickr](#).

Copyright © 2018 European Trade Union Confederation/ Confédération européenne des syndicats, All rights reserved.

Pour plus d'informations:

Julian Scola
Tél +32 (0) 486117394
Stéphanie Wouters
Tél +32 (0) 473532730
Daniele Melli
Tél +32 (0) 473942563
E-mail : media@etuc.org

[unsubscribe from this list](#) | [update subscription preferences](#)